



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
MERCREDI 19 DÉCEMBRE 2018**

L'an deux mille dix huit, le dix neuf décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, FORTIN Laurence, LE TYRANT Jean-Claude, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, ANDRÉ Robert, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, MOULLEC Yvan, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, RIOU Michel, SERGENT André, TANDÉO Gilles, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles

Secrétaire de séance

SOUDON Chantal

Excusés

LEBALLEUR Pierre (pouvoir à FORTIN Laurence)
ROUBY Solenn (pouvoir à FLOCH Jean-Bernard)
TANGUY Anne (pouvoir à KERLAN Frédéric)

Conseil de Communauté du 19 décembre 2018
Délibération n°DCC2018_126

Objet	Contrat de territoire 2015-2020 - Révision à mi-parcours Approbation de l'avenant n°5
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Service Affaires Générales
Thème	Subventions

EXPOSÉ DES MOTIFS :

D'une durée de 6 ans, les contrats de territoire, mis en place en 2008 par le Conseil départemental inauguraient un nouveau mode de relations avec les intercommunalités finistériennes. Reconduits pour la période 2014-2020 ces contrats de territoire dits de « deuxième génération » prévoient une revue des projets à mi-parcours pour :

- faire un bilan des avancées du contrat après 3 ans de mise en œuvre,
- actualiser les plans d'actions pour faire suite aux retraits de certaines compétences départementales en application de la loi NOTRe : (économie, déchet, transport) et à l'arrêt de certains dispositifs (équipements scolaires du premier degré et locaux périscolaires...),
- procéder à des ajustements en fonction de l'évolution des besoins de l'ensemble des porteurs de projets institutionnels et associatifs sur la seconde période triennale du contrat : 2018-2020 (abandon de projets, modification et nouveaux projets ou actions prioritaires).

Le Département souhaite lors de cette révision inscrire de manière spécifique dans les 21 contrats de territoire :

- la cohésion sociale qui touche au « bien vivre-ensemble » et qui ne se limite pas à l'action sociale : pour chacune des intercommunalités, la méthode a pris des formes différentes, afin de prendre en considération les attentes des territoires et les partenariats en cours,
- les services au public : Les problématiques identifiées dans le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services publics (avis favorable du conseil de Communauté du 24 mars 2017) doivent trouver une traduction dans les contrats de territoire, de façon à optimiser les réponses aux besoins des habitants,

L'avenant à mi-parcours acte la suppression du système des dotations spécifiques : (équipements sportifs, culturels et multifonctions, bibliothèques-médiathèques, valorisation du patrimoine...) et le basculement du dispositif soutien au patrimoine en politique sectorielle hors contrat. Ces dotations permettaient d'intégrer au fil de l'eau des projets qui n'étaient pas inscrits à l'origine dans le contrat, les projets doivent désormais être identifiés projet par projet pour être aidés.

Cette revue de projets a été préparée durant l'année 2017 en concertation avec la Communauté et les communes membres (une première réunion a réuni l'ensemble des intercommunalités par pays sous l'égide du Département suivie de 2 réunions entre les élus du Conseil départemental et les maires les 10 juillet et 13 septembre 2017).

L'avenant n°5 au contrat de territoire 2015-2020 du pays de Landerneau-Daoulas qui constitue l'acte juridique de révision à mi-parcours comprend un préambule et une maquette financière, il est bâti autour de 4 enjeux :

- Assurer la préservation de la qualité de l'eau

- Encourager les mobilités durables
- Renforcer la cohésion sociale et l'accès aux services
- Améliorer le cadre de vie des habitants

Cet avenant a été voté en séance plénière de l'assemblée départementale avec l'ensemble des autres contrats de territoire les 1^{er} et 2 février 2018 alors que le processus de discussion n'était pas arrivé à son terme, Cette circonstance a conduit depuis le Département à intégrer de son propre chef de nouveaux éléments dans l'avenant au contrat de territoire, à corriger certaines erreurs et omissions et à mieux faire le lien entre les deux périodes triennales du contrat de territoire :

- l'ajout du projet de bibliothèque de l'Hôpital-Camfrout ,
- l'informatisation de la bibliothèque de Saint-Urbain ,
- l'ajout du projet de création de la salle multisports à saint-Urbain déjà repérée dans la dotation équipement sportif de proximité dans la période triennale précédente ,
- la restructuration du foyer de vie de Ty Menez à Saint-Ernel portée par Don Bosco - Landerneau dans le cadre du transfert du site de Pencran ,
- la restructuration du foyer de vie Henri Laborit- Loperhet portée par les Genêts d'Or ,
- la conservation du bonus intercommunalité pour la restructuration de la STEP d'Irvillac,
- la mise en cohérence du montant de la subvention mentionnée au contrat et du montant notifié dans l'arrêté au profit de l'étude d'itinéraires cyclables : connexions de la vélo route à partir de Landerneau à la Littorale,

A la demande de la Communauté le Département a aussi reconsidéré certains projets et clarifié son soutien sur des opérations en cours :

- le financement d'une étude pré opérationnelle pour définir les cibles et modalités d'une future OPAH2018-2020 ainsi que le financement du suivi-animation de l'opération,
- le financement de l'étude et de la restructuration ou la construction d'une salle de sport mutualisée à l'échelle du pays de Daoulas . la maitrise d'ouvrage déléguée est portée par la commune de L'Hôpital-Camfrout,
- le financement de l'abri vélo pôle multimodal gare de Landerneau – phase 2020,
- la liaison cyclable : du bourg de Rostiviec , route de Gorre Menez et versant de l'Elorn,
- l'étude et l'aménagement des ouvrages portuaires de Pors Beach à Logonna-Daoulas sous réserve de répondre aux critères du dispositif en faveur du développement des ports de pêche,
- confirmation de la prise en charge des tronçons de Landerneau et de Plouédern dans le cadre de l'aménagement de la vélo route(étude et travaux) à hauteur de 80 %,
- 1ère phase de réhabilitation de l'église Saint-Pierre de Ploudiry(1,3 M€ au total) comportant quatre tranches (1 tranche ferme et 3 tranche conditionnelles). Engagement du Département même si le dossier est désormais hors contrat de territoire que l'église de Ploudiry bénéficiera bien d'un soutien total de 320 000 € sur la base des anciens critères du fait que cette opération a démarré au cours de la 1ère période triennale du contrat (à savoir subvention à hauteur de 25 % plafonnée à 80 000 € par tranche de travaux). Ainsi, après la subvention de 160 000 € votée en CP de juillet 2018, un rapport en CP de février ou mars 2019 viendra abonder de 160 000 € le soutien du Département aux travaux des 2ème et 3 ème tranche conditionnelles),

- assurance que toutes les études et actions portées en assainissement eaux usées /eaux pluviales par la Communauté qui ne sont pas mentionnées dans cet avenant mais qui font déjà l'objet d'une demande seront bien financées par le Conseil départemental au titre d'autres dispositifs.

Quant aux aides du contrat de territoire dédiées au fonctionnement, elles feront l'objet à partir de 2019 d'un avenant annuel qui précisera la participation départementale (coordination jeunesse, épicerie sociale, écoles de musique, CLIC, MPT de Landerneau...).

Au vu des avancées intervenues et des amendements apportés, le Bureau réuni les 11 et 25 septembre 2018 a donné un avis favorable sur le projet d'avenant assorti de points de vigilance :

- sur la territorialisation des politiques départementales : dans une optique de solidarité entre les territoires les plus dynamiques et ceux plus en difficulté , un indicateur de solidarité territoriale inspiré des réflexions menées par la Région Bretagne a été instauré pour mieux prendre en compte les territoires les plus fragiles par les aides départementales.

Le pays de Landerneau-Daoulas étant considéré comme « un territoire moins défavorisé », les équipements de proximité (pôle associatif , salle de sport...) ne sont plus financés par le contrat de territoire sauf si leur portage est intercommunal, La Communauté a plaidé et fait savoir que le Pays de Landerneau-Daoulas, compte tenu de la dynamique démographique, économique, résidentielle qu'il connaît a aussi plus de besoins que d'autres territoires ; cette dynamique mérite tout autant d'être accompagnée par le Département pour ne pas pénaliser ainsi son développement et les communes quant au financement de leurs projets,

- sur le préambule qui reste en retrait quant à l'accompagnement du Département sur la problématique des déplacements qui est un des enjeux essentiels concernant notre territoire : il n'y a pas d'engagement précis (pas de calendrier ni de fléchage financier) du Département quant à la modernisation et sécurisation des 2 échangeurs de Guernévez à Daoulas et de Saint-Eloi à Plouédern, à l'aménagement de la D770 pour améliorer l'axe nord/sud, au contournement de l'agglomération landernéenne : franchissement sud de l'Elorn...).

- la Communauté souhaite garder une vigilance particulière également sur l'évolution et l'aboutissement de certains projets :

- le projet d'aménagement des 2 itinéraires de connexion à la Littorale de la vélo route de Landerneau : un passant par Saint-Urbain jusqu'à Daoulas et un passant par Dirinon jusqu'à Loperhet. Les aménagements de ces tronçons vont démarrer au cours de la période triennale et leur réalisation doit pouvoir être prise en compte par le Département sous réserve de respecter les préconisations du schéma départemental vélo,
- le projet de voie verte du château de la Joyeuse Garde au château de Roch Morvan qui doit pouvoir être soutenu financièrement sur tout son tracé par l'intervention différenciée du Département : les tronçons landernéens qui sont en agglomération relèvent du schéma vélo et les tronçons réalisés sur les autres communes (La Forest Landerneau, Plouédern, La Roche Maurice) relèvent de la politique randonnée sous réserve d'inscription au PDIPR.

La Communauté peut se trouver potentiellement engagée dans des opérations inscrites dans la maquette financière à l'initiative du Département sans s'être prononcée sur le fond (la plateforme de mobilité du pays de Brest, le soutien au fonctionnement de l'association Ti ar Vro pour promouvoir la culture bretonne).

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date des 11 et 25 septembre 2018,
Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 3 décembre 2018

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 46

Contre : 2

CRENN Jean, MASCLEF Evelyne

Article 1: Approuve l'avenant n°5 au contrat de territoire qui constitue la révision à mi-parcours du contrat de territoire pour la période 2018-2020 assorti des points de vigilance énoncés dans la délibération,

Article 2 : Autorise le président à signer l'avenant comprenant le préambule et la maquette financière ,

Article 3 : Poursuivre en parallèle à la signature de l'avenant l'élaboration du volet cohésion sociale.